

#

Convention collective de travail du 21 octobre 1999 portant exécution du protocole d'accord du 28 juin 1999 et contenant l'accord sectoriel 1999-2000 pour la formation et l'emploi pour l'industrie et le commerce du diamant

CHAPITRE I^{ER} : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er}

La présente convention collective de travail a pour but de donner exécution au protocole d'accord du 28 juin 1999 relatif aux négociations sectorielles 1999-2000 dans l'industrie et le commerce du diamant

Article 2.

La présente convention collective de travail **s'applique** aux employeurs et aux travailleurs ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du **diamant**, à l'exception des dispositions des articles 8 et 9, qui ne sont pas applicables aux employés techniques.

CHAPITRE II : ACCORD SECTORIEL POUR L'EMPLOI 1999-2000, CONTENANT DES MESURES VISANT À DÉFENDRE, REDISTRIBUER ET PROMOUVOIR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE DU DIAMANT

Article 3.

§ 1^{er}

Le présent chapitre tient lieu d'accord sectoriel pour l'emploi 1999-2000, et est conclu en exécution de la section IV, chapitre n de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses ainsi qu'à l'arrêté royal du 4 juin 1999 déterminant les conditions de forme auxquelles doivent satisfaire la convention collective de travail et l'accord relatifs à la formation et l'emploi.

§ 2.

n est recommandé aux employeurs d'examiner dans leurs entreprises si au moins deux mesures de promotion de l'emploi peuvent être introduites.

1. l'introduction, dans l'entreprise, d'un droit à la prépension à mi-temps;
2. l'introduction, dans l'entreprise, d'un droit à l'interruption de carrière à temps partiel;
3. l'introduction de technologies nouvelles allant de pair avec l'introduction du travail d'équipes, dans les limites de l'arrêté ministériel du 13 février 1989 prévoyant la possibilité d'une autre répartition des heures de travail, avec embauche compensatoire, pour certaines personnes occupées dans l'industrie du diamant;
4. l'introduction d'horaires de travail flexibles, dans les limites des règles en vigueur en matière de durée du travail dans l'industrie du diamant;

NEERLEGGING-DÉPÔT

21-12-1999

10-07-2000

55.294 1COF 1324

5. **l'introduction** du travail à temps partiel pour améliorer le volume **d'emploi** global.

Article 4.

§ 1^{er}

Les entreprises **qui**, sur une base **volontaire**, souhaitent introduire au moins deux mesures de promotion de l'emploi, sont tenues, **soit**, de conclure une convention collective de travail **d'adhésion**, soit, d'établir un acte d'adhésion au présent accord sectoriel pour l'emploi 1999-2000.

§ 2

Les entreprises établissent la convention collective de travail travail d'adhésion conformément au modèle repris à l'annexe de la présente convention collective de travail.

§ 3

La convention collective de travail d'adhésion est cosignée par un membre ou un membre suppléant de chacune des organisations de travailleurs représentées au sein de la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du diamant.

§ 4

Les entreprises établissent l'acte d'adhésion à l'accord sectoriel pour l'emploi 1999-2000 conformément au modèle repris à l'annexe de la présente convention collective de travail.

§ 5

Lors de l'établissement de l'acte d'adhésion à l'accord sectoriel pour l'emploi 1999-2000, les règles relatives à la consultation des travailleurs doivent être suivies, comme fixées par l'arrêté royal du 4 juin 1999.

Article 5.

§ 1^{er}

Tant la convention collective de travail d'adhésion que l'acte d'adhésion à l'accord sectoriel pour l'emploi 1999-2000 doivent être envoyés au Greffe du Service des relations collectives de travail du ministère fédéral de l'Emploi et du **Travail**, rue Belliard, 51, à 1040 Bruxelles.

§ 2

Tant la convention collective de travail d'adhésion que l'acte d'adhésion à l'accord sectoriel pour l'emploi 1999-2000 seront soumis pour avis par le Service des relations collectives de travail à la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du diamant.

§ 3

En vue de l'exercice de cette compétence **d'avis**, tant en ce qui concerne la convention collective de travail d'adhésion que pour ce qui est des actes d'adhésion à l'accord sectoriel pour l'emploi 1999-2000, il est créé au sein de la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du diamant un Comité restreint qui est composé **paritairement**.

Article 6.

§ 1^{er}

Au cours des années 1999 et 2000, la perception et l'affectation du 0,10 %, à prélever sur le **monant** réel des **salaires**, en faveur de la formation et de l'**emploi** de personnes appartenant au groupes à **risque**, est maintenue et, pendant cette période, une attention particulière sera également donnée à l'emploi et l'intégration de personnes handicapées.

§2

Au cours de la période visée, des formations supplémentaires peuvent être instaurées, notamment en matière de *diamond grading*.

§3

Le groupe de travail paritaire chargé du suivi de la formation et de l'apprentissage continuera à faire des efforts pour la coordination des régimes existants et prêtera une attention particulière à l'**accompagnement** de l'influx de jeunes travailleurs du diamant et de jeunes fabricants diamantaires.

§4

En ce qui concerne le régime des contrats complémentaires de formation, une adaptation aura lieu pour faciliter l'insertion des jeunes qui ont complété la 6^e ou 7^e année.

§5

Le régime de l'**apprentissage** industriel continuera d'être soutenu afin d'assurer l'influx de jeunes dans l'industrie du diamant.

CHAPITRE III : MESURES D'ACCOMPAGNEMENT RELATIVES À L'ACCORD SECTORIEL POUR L'EMPLOI 1999-2000

Section 1^{re} : Réduction des cotisations ONSS patronales

Article 7.

Les employeurs qui sont liés par le présent l'accord sectoriel pour l'emploi 1999-2000 peuvent, dans les conditions prévues par ou en vertu de la loi susmentionnée du 26 mars 1999, faire valoir le cas échéant leurs droits à une réduction des cotisations ONSS patronales.

Section 2 : Prépension à 58 ans

Article 8.

La présente section s'applique aux employeurs et aux travailleurs, à l'exception des employés techniques, qui **ressortissent** à la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du diamant.

Article 9.

Comme partie de l'exécution de l'accord sectoriel pour l'emploi 1999-2000, le régime de prépension à 58 ans dans le secteur de l'industrie du **diamant**, instauré par la convention collective de travail du 24 mars 1989, prorogée par les conventions

collectives de travail du 21 décembre 1990, du 16 mars 1993, du 4 avril 1995, du 19 décembre 1996, du 26 juin 1997 et du 9 mai 1999, est déclaré entièrement applicable jusqu'au 31 décembre 2001.

Section 3 : Chômage économique

Article 10.

Les parties contractantes prennent l'engagement d'examiner et de soutenir conjointement toutes les mesures susceptibles de **réduire** le chômage économique de 5 %. On tendra à améliorer l'emploi et la relation entre l'emploi effectif et le chômage économique. Un dialogue permanent est mis en chantier entre employeurs et travailleurs en cette matière. Après un an, les effets de ces mesures seront évalués. En cas de résultat négatif, les mesures appropriées seront étudiées et appliquées.

Section 4 : Licenciement collectif

Article 11.

Les parties contractantes s'engagent à œuvrer pour la réalisation d'un règlement adéquat en matière de licenciement **collectif**.

Section 5: Flexibilité

Article 12.

Les parties contractantes s'engagent à élaborer un régime pour la flexibilité dite «grande» à partir du 1^{er} janvier 2000.

CHAPITRE IV : POUVOIR D'ACHAT

Article 13.

À partir du 1^{er} octobre 1999, dans la secteur dit des petites marchandises, une augmentation salariale de 200 F par semaine sera instituée; le 1^{er} octobre 2000, une nouvelle augmentation des salaires **minima** de 200 F par semaine sera instituée. Ce règlement ne pourra cependant avoir comme conséquence que les salaires dans le secteur du sciage seraient inférieurs à ceux du secteur des petites marchandises. La convention collective de travail du 16 novembre 1978 fixant certaines conditions de **travail**, comme modifiée par des conventions ultérieures, sera actualisée.

CHAPITRE V : RÉGIMES SOCIAUX COMPLÉMENTAIRES

Article 14.

En exécution de l'accord sectoriel 1999-2000 dans l'industrie du **diamant**, on procédera par convention collective de travail séparée à une prolongation du régime d'allocations de chômage complémentaires jusqu'à la fin 2001 et à une actualisation du règlement en matière de prime syndicale, qui est portée de manière générale à 4000 F.

Article 15.

En exécution de l'accord sectoriel 1999-2000 dans l'industrie du **diamant**, il sera procédé par convention collective de travail séparée à:

- à l'instauration d'un régime sectoriel pour les **chèques-repas**, avec un apport patronal minimum de 100 F par jour à partir du 1^{er} octobre 1999;
- aux modalités d'application d'une assurance hospitalisation sectorielle (par SoFo);
- au règlement du remboursement des frais de transport (sans distance minimum) au tarif transport en commun;
- à la rémunération de l'ancienneté des travailleurs dans l'entreprise par l'instauration d'une prime d'ancienneté (500 F après 10 ans d'ancienneté, 10 000 F après 20 ans **d'ancienneté**, 20 000 F après 30 ans d'ancienneté, 30 000 F après 40 ans d'ancienneté).

CHAPITRE VI : DISPOSITIONS FINALES

Article 16.

La présente convention collective de travail produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 1999 et reste en vigueur **jusqu'au** 31 décembre 2000, à l'exception de l'**article a** qui reste valide jusqu'au 31 décembre **2001**.



Collectieve arbeidsovereenkomst van 21 oktober 1999 tot uitvoering van het Protocol van 28 juni 1999 en houdende het Sectoraal vormings- en tewerkstellingsakkoord 1999-2000 voor de diamantnijverheid en -handel.

Hoofdstuk I. Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft tot doel uitvoering te geven aan het Protocol van 28 juni 1999 betreffende de sectorale onderhandelingen 1999-2000 in de diamantnijverheid en -handel.

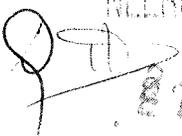
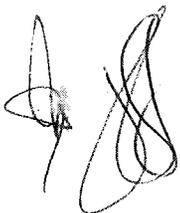
Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers die ressorteren onder het Paritair comité voor de diamantnijverheid en -handel, met uitzondering van de bepalingen in de artikelen 8 en 9, die niet van toepassing zijn op de technische bedienden.

Hoofdstuk II. Sectoraal vormings- en tewerkstellingsakkoord 1999-2000, houdende maatregelen tot verdediging, herverdeling en bevordering van de werkgelegenheid in de diamantnijverheid.

Art. 3. § 1. Dit hoofdstuk geldt als Sectoraal vormings- en tewerkstellingsakkoord 1999-2000, en is gesloten in uitvoering van sectie IV, hoofdstuk II van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen alsook van het koninklijk besluit van 4 juni 1999 houdende de vormvoorwaarden waaraan de collectieve arbeidsovereenkomst en het akkoord betreffende vorming en tewerkstelling dienen te voldoen.

§. 2 De werkgevers wordt aanbevolen om in hun ondernemingen te onderzoeken of bij voorkeur twee van de onderstaande arbeidsbevorderende maatregelen kunnen ingevoerd worden

1. De invoering, in de onderneming, van een recht op halftijds brugpensioen
2. De invoering, in de onderneming, van een recht op deeltijdse loopbaanonderbreking
3. De invoering van nieuwe technologieën gepaard gaande met de invoering van ploegenarbeid, binnen de perken van het ministerieel besluit van 13 februari 1989 waarbij voor sommige personen die in de diamantnijverheid tewerkgesteld zijn een andere indeling van de arbeidsuren kan toegestaan worden, met compenserende aanwerving.



NEERLEGGING-DÉPÔT

REGISTR.-ENREG.

12-1999

10-07-2000

55.294

100F1324

4. De invoering van flexibele uurroosters, binnen de perken van de geldende regels inzake de arbeidsduur in de diamantnijverheid

5. De invoering van deeltijdwerk om het globaal tewerkstellingsvolume te verbeteren.

Art. 4 § 1. De ondernemingen die op een vrijwillige basis, ten minste twee arbeidsbevorderende maatregelen wensen in te voeren, dienen hetzij een Toetredings-collectieve arbeidsovereenkomst te sluiten, hetzij een Toetredingsakte tot dit Sectoraal vormings- en tewerkstellingsakkoord 1999-2000 op te stellen.

§ 2. De ondernemingen stellen de Toetredings-collectieve arbeidsovereenkomst op, overeenkomstig het model dat opgenomen is in de bijlage bij deze collectieve arbeidsovereenkomst.

§ 3. De Toetredings-collectieve arbeidsovereenkomst wordt medeondertekend door een lid of een plaatsvervangend lid van elk van de werknemersorganisaties die vertegenwoordigd zijn in het Paritair comité voor de diamantnijverheid en -handel.

§ 4. De ondernemingen stellen de Toetredingsakte tot het Sectoraal vormings- en tewerkstellingsakkoord 1999-2000 op, overeenkomstig het model dat opgenomen is in de bijlage bij deze collectieve arbeidsovereenkomst.

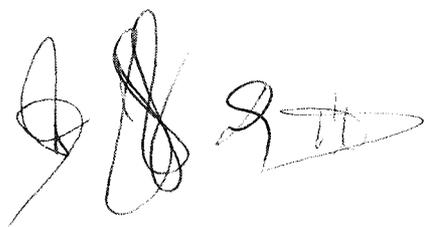
§ 5. Bij het opstellen van de Toetredingsakte tot het Sectoraal vormings- en tewerkstellingsakkoord 1999-2000 dienen de regels inzake de raadpleging van de werknemers gevolgd te worden, zoals vastgesteld bij het hogervermelde koninklijk besluit van 4 juni 1999.

Art. 5. § 1. Zowel de Toetredings-collectieve arbeidsovereenkomst als de Toetredingsakte tot het Sectoraal vormings- en tewerkstellingsakkoord 1999-2000 dienen toegestuurd te worden aan de Griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen, Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Belliardstraat 51 te 1040-Brussel.

§ 2. Zowel de Toetredings-collectieve arbeidsovereenkomst als de Toetredingsakte tot het Sectoraal vormings- en tewerkstellingsakkoord 1999-2000, zullen door de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen, voor advies voorgelegd worden aan het Paritair comité voor de diamantnijverheid en -handel.

§ 3. Met het oog op de uitoefening van deze adviesbevoegdheid inzake de Toetredings-collectieve arbeidsovereenkomst als de Toetredingsakten tot het Sectoraal vormings- en tewerkstellingsakkoord 1999-2000, wordt binnen het Paritair comité voor de diamantnijverheid en -handel, een Beperkt comité opgericht dat paritair is samengesteld.

Art. 6. § 1. Tijdens de jaren 1999 en 2000 wordt de inning en de aanwending van 0,10 pct, te heffen op het werkelijk bedrag van de lonen, dit ten behoeve van de vorming en de tewerkstelling van personen die behoren tot de risicogroepen, behouden en tijdens deze periode



zal er ook bijzondere aandacht besteed worden **aande** tewerkstelling en de **inschakeling** van personen met een handicap.

§ 2. Tijdens de bedoelde période **kunnen** er bijkomende opleidingen **ingericht** worden, o.m. op het **stuk** van **diamond grading**.

§3. De paritaire **werkgroep**, belast met de **opvolging** van **vorming** en opleiding, zal verder streven naar coördinatie van de bestaande regelingen en zal in bijzonder aandacht richten op de **begeleiding** van de instroom van jonge **diamantarbeiders** en van jonge **diamantfabricanten**.

§4. Wat het stelsel **betreft** van de **aanvullende scholingsovereenkomsten**, zal een **aanpassing** gebeuren **om** de inschakeling van de jongeren te **vergemakkelijken** die het 6de of het 7de **leerjaar** voltooid hebben.

§5. Het stelsel van het **industrieel leerlingwezen** zal verder ondersteund worden ten **einde** de instroom van jongeren in de **diamantnijverheid** veilig te stellen.

Hoofdstuk III. Begeleidende maatregelen bij het Sectoraal vormings- en tewerkstellingsakkoord 1999-2000.

Afdeling 1. Vermindering van de RSZ-werkgeversbijdragen.

Art. 7. De werkgevers die, gebonden zijn door dit Sectoraal vormings- en tewerkstellingsakkoord 1999-2000, kunnen onder de **voorwaarden bepaald** door of **krachtens** de **hogervermelde** wet van 26 maart 1999, in voorkomend **geval** een recht doen gelden op een **vermindering** van de RSZ-werkgeversbijdragen.

Afdeling 2 - Brugpensioen op 58 jaar.

Art. 8. Deze afdeling is van toepassing op de werkgevers en de **werknemers**, met **uitzondering** van de **technische** bedienden, die **ressorteren** onder het **Paritair comité** voor de diamantnijverheid en -handel.

Art. 9 Als onderdeel van de **uitvoering** van het Sectoraal vormings- en tewerkstellingsakkoord 1999-2000, wordt de brugpensioenregeling op 58 jaar in de sector van de diamantnijverheid, zoals ingesteld bij de collectieve **arbeidsovereenkomst** van 24 maart 1989, verlengd bij de collectieve **arbeidsovereenkomsten** van 21 december 1990, 16 maart 1993, 4 april 1995, 19 december 1996, 26 juni 1997 en 4 mei 1999, onverkort verder van toepassing **verklaard** tot 31 december 2001.

Handwritten signatures and initials, including a large stylized signature on the left and several smaller initials or marks to its right.

Afdeling 3. - Economische werkloosheid.

Art. 10. - De contracterende partijen gaan de verbintenis aan om **gezamenlijk** al de maatregelen te onderzoeken en te ondersteunen, die de **graad van economische werkloosheid kan verminderen** met 5 pct. Er wordt gestreefd **naar een verbetering** van de **tewerkstelling** en een **verbetering** van de verhouding **effectieve tewerkstelling / economische werkloosheid**. Rond deze materie wordt een bestendige **dialoge opgestart tussen** werkgevers en **werknemers**. Na **één jaar** zullen de gevolgen van deze maatregelen **geëvalueerd** worden. Bij negatief resultaat zullen passende maatregelen besproken en toegepast worden.

Afdeling 4. - Collectief ontslag.

Art. 11. De contracterende partijen gaan de verbintenis aan om **gezamenlijk** verder te ijveren voor **het realiseren** van een passende regeling **inzake** het collectief ontslag.

Afdeling 5. - Flexibiliteit.

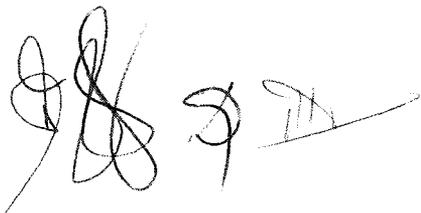
Art. 12. De contracterende partijen gaan de verbintenis aan om een regeling uit te werken voor de zg. "**grote flexibiliteit**" met ingang van 1 januari 2000.

Hoofdstuk IV. **Koopkracht.**

Art. 13. Met ingang van 1 oktober 1999 zal **in, binnen** de zg. kleinbranche, een loonsverhoging van 200 BEF per week worden doorgevoerd; op 1 oktober 2000 zal **opnieuw een verhoging** van de **minimum-lonen** van 200 BEF per week worden doorgevoerd. Deze regeling **mag echter niet** tot gevolg hebben dat de lonen in de **zagersbranche** lager worden dan deze in de kleinbranche. De collectieve arbeidsovereenkomst van 16 november 1978 tot vaststelling van **sommige** arbeidsvoorwaarden, zoals gewijzigd bij latere overeenkomsten, zal **geactualiseerd** worden.

Hoofdstuk V. **Aanvullende sociale regelingen.**

Art. 14. Ter uitvoering van het Sectoraal akkoord 1999-2000 in de diamantnijverheid, zal bij afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst, overgegaan worden tot verlenging van het stelsel



van aanvullende werkloosheidsuitkeringen tot eind 2001 en een actualisering van de regeling inzake de vakbondspremie, die op algemene wijze op 4000 BEF wordt gebracht.

Art. 15. Ter uitvoering van het Sectoraal akkoord 1999-2000 in de diamantnijverheid, zal bij afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst, overgegaan worden tot :

* de **instelling** van een **sectorale** regeling voor de **maaltijdcheques** met een minimale werkgeversbijdrage van 100 BEF per dag en dit met ingang van 1 oktober 1999.

* de **toepassingsmodaliteiten** van een sectorale **hospitalisatieverzekering** (via SoFo);

* de regeling van de terugbetaling van de vervoerkosten (zonder **minimum-afstand**) aan het **tarief openbaar vervoer**;

* de **beloning** van de **anciënniteit** van de **werknemers binnen de onderneming**, door het instellen van een **anciënniteitspremie** (5000 BEF na 10jaar anciënniteit, 10000BEF na 20 jaar anciënniteit, 20000 BEF na 30 jaar anciënniteit, 30000 BEF na 40 jaar anciënniteit.

Hoofdstuk VI. Slotbepalingen.

Art. 16. Deze collectieve arbeidsovereenkomst **heeft uitwerking** met ingang van 1 januari 1999 en geldt tot 31 december 2000, behoudens **artikel 8** dat gelding heeft tot 31 december 2001.